

« Nous demandons la relance du plan Borloo, avec un big bang de l'action sociale »

Publié le 23/04/2020 • Par [Véronique Vigne-Lepage](#) • dans : [France](#)



Ville & Banlieue

Face à une flambée de la précarité dans les quartiers populaires, les maires de l'association Ville et Banlieue de France demandent que le plan Borloo, enterré il y a deux ans par le président de la République, serve de base à un plan de relance pour tous les territoires fragiles. Avec une relance des contrats aidés, une refonte des politiques sociales, voire un revenu universel. Explications et point de situation avec Philippe Rio, maire de Grigny (Essonne) et administrateur de Ville et Banlieue.

Votre association, Ville et Banlieue, était invitée, le 23 avril, à participer à la conférence d'Emmanuel Macron avec les associations d'élus locaux. Que lui a exprimé votre président, Marc Vuillemot, à propos de la situation extrêmement tendue des quartiers populaires ?

Marc Vuillemot a demandé à Emmanuel Macron de relancer le plan Borloo. Le gouvernement nous demandait de travailler à un plan de relance des

quartiers pour l'après-crise sanitaire. Or nous, dans nos communes, nous sommes sur-mobilisés par l'urgence de trouver des masques avant le 11 mai, pour préparer la réouverture des écoles, pour orchestrer l'aide alimentaire, pour téléphoner à toutes les personnes âgées... Le plan Borloo, dont seules quelques mesures ont été retenues jusqu'ici (les Cités éducatives et le plan initiative copropriétés), peut donc être une base de discussion. Je vous invite [à lire à cet effet la communication de Marc Vuillemot lors de la visioconférence à l'Élysée.](#)

Nous allons l'actualiser au regard de la crise actuelle. Il faut notamment relancer les contrats aidés : comme de très nombreuses personnes vont se retrouver au chômage, cela permettra d'amortir la crise. Dans tous les territoires fragiles (outre-mers, bassins désindustrialisés, zones rurales et quartiers populaires), la casse sociale va être terrible. Le rapport Borloo dénombrait là 15 millions de nos concitoyens : ceux-ci ne doivent pas être les sacrifiés de la crise sanitaire.

Il faut aussi un véritable « big bang » de l'action sociale. Un exemple : le Fonds de solidarité logement n'intervient pas pour les copropriétaires qui ne peuvent pas payer leurs charges. Nous travaillons donc avec Olivier Klein [le président de l'ANRU] et avec l'Anah sur une aide financière d'urgence aux copropriétés. Mais, sur ce sujet comme sur d'autres, il faut en finir avec le tronçonnage : à force de découper, d'individualiser et de cibler, on a fragilisé nos politiques. Elles ne répondent plus à l'urgence. La question du revenu universel se pose donc aussi, pour sortir les gens de la pauvreté.

À LIRE AUSSI

- [Crise économique et sociale : le revenu universel de base relancé](#)

Julien Denormandie a annoncé, le 23 avril, avec Christelle Dubos, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et des solidarités, un plan de soutien à l'aide alimentaire (lire le focus). Qu'en pensez-vous ?

Je m'en réjouis. Dans nos villes, la crise sanitaire a aggravé et accéléré la crise sociale. Si l'on additionne, parmi les actifs de nos communes, les travailleurs mal déclarés par leur entreprise pour l'accès au chômage partiel, l'armée d'intérimaires, salariés en CDD et autres précaires, et ceux dépendant du travail illégal, on arrive à une proportion très importante de personnes à risque par rapport aux revenus. D'autant plus que nombre de nos habitants travaillent dans le BTP ou la restauration, des secteurs actuellement à l'arrêt.

A Grigny, nous avons ainsi déjà dû quadrupler l'aide alimentaire depuis le début de la crise. L'Etat a annoncé une aide exceptionnelle de solidarité, mais avec un versement le 15 mai. En attendant, pour que les gens mangent tous les jours, ce sont nos CCAS qui agissent. Là aussi, on voit qu'il faut réinventer nos politiques sociales : les départements et les Caf apportent des aides d'urgence ou des tickets alimentaires, mais chacun de son côté. On ne peut pas naviguer ainsi à vue, le maire doit être le chef d'orchestre.

Les chantiers de rénovation urbaine et les actions de la politique de la ville sont-ils tous au point mort, pour l'instant, du fait de la crise sanitaire ?

Les chantiers sont tous arrêtés et certains, prévus cet été, ne pourront sans doute pas même avoir lieu. Mais nos communes veillent à payer leurs fournisseurs et continuent à lancer des marchés. A Ville et Banlieue, nous avons aussi œuvré pour que les subventions prévues puissent être versées aux associations malgré le report ou l'annulation de leurs projets, et nous avons été entendus : une ordonnance a été publiée et nous a permis de les payer, que nous ayons voté notre budget ou pas. Quant aux dossiers liés à des crédits politique de la ville (ceux du programme 147) et aux Cités éducatives, ils avancent en « off », grâce au télétravail.

Comment voyez-vous venir la période du déconfinement ?

Gérer la reprise des écoles les 11, 18 et 25 mai ne va pas être simple. Mais le plus gros sujet à venir, pour nous, c'est celui des vacances d'été. Déjà, habituellement, nos habitants partent peu. Mais cette année, ceux qui partaient à l'étranger – souvent dans leur pays d'origine – soit ne pourront pas le faire, soit n'en auront pas les moyens. Nous nous attendons à avoir de 20 à 30% de personnes en plus dans les quartiers par rapport aux autres étés.

Or, après cette période de pandémie, vécue par beaucoup comme une catastrophe naturelle, il faudra pouvoir proposer des activités ludiques et éducatives, même éventuellement le soir et le week-end, diversifier les sorties de proximité... Nous allons demander aux associations de se mobiliser avec nous, mais nous avons également demandé à Julien Denormandie que l'Education nationale fasse un effort elle aussi : sur nos territoires, il faudra doubler, voire tripler, les actions « Ecole ouverte ».

FOCUS

Un plan de 39 M€ de soutien à l'aide alimentaire

Le 23 avril, Julien Denormandie, ministre de la ville, et Christelle Dubos, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et des solidarités, ont annoncé un plan de soutien à l'aide alimentaire de 39 M€. « Soit l'équivalent du tiers du budget annuel accordé aux associations qui distribuent habituellement cette aide », a pointé Christelle Dubos.

Sur cette somme, 25 M€ seront distribués aux associations, tandis que 14 M€ sont destinés aux « territoires les plus frappés par la crise », assure Julien Denormandie : 10 M€, distribués aux collectivités par les préfetures, financeront des chèques d'aide alimentaire d'urgence utilisables dans les supermarchés pour 100 000 foyers de la région parisienne, de Lyon et de Marseille identifiés par les CCAS. Selon Christelle Dubos, les premiers chèques doivent être distribués dès le 24 avril. En Seine-Saint-Denis, 25 000 foyers seront concernés, pour 2,61 M€.

Dans les outre-mers, des chèques d'aide alimentaire d'urgence seront également distribués à Mayotte, tandis qu'en Guyane et à Saint-Martin, le soutien du gouvernement prendra la forme de distributions alimentaires.

Ce dispositif est une extension de celui déjà mis en place pour des personnes sans abri : 65 000 chèques leurs ont été distribués par jour au début de la crise, puis 90 000/jour depuis le 18 avril, à 50% en Ile-de-France.